

Communiqué

Montreuil : non aux violences policières

lundi 13 juillet 2009, par [NPA \(comités divers\)](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juillet 2009).

Joachim Gatti, mentionné ci-dessous, a effectivement perdu un œil a la suite du tir d'un flasball. Voir la lettre de son père, Stéphane, publiée sur ESSF : [À Montreuil, la police vise les manifestants à la tête](#)

Mercredi 8 juillet, à 6 heures du matin, l'ancienne clinique située au 42 boulevard de Chanzy à Montreuil, occupée depuis janvier par un collectif militant pour le droit au logement, a été évacuée à l'aide d'un déploiement de forces démesurées. Ce ne sont pas moins de 200 CRS ainsi qu'une brigade du RAID (police d'élite utilisée généralement pour les actions anti-terroristes) qui ont été dépêchés pour l'occasion, quadrillant le quartier jusque tard dans la nuit. A 19 heures le même jour était fixé un rendez vous pour un pique-nique festif en soutien aux expulsés de la clinique et afin d'informer la population locale. La police encore présente en nombre sur les lieux, harcelant les manifestants, a chargé le regroupement sans raison apparente.

Résultat de l'opération :

- une personne [Joachim Gatti] gravement blessée par un tir de flash-ball à la tête est aujourd'hui à l'hôpital et risque de perdre un œil ;
- trois personnes sont encore, à ce jour, en garde à vue.

Le NPA Montreuil tient à dénoncer la démesure des moyens policiers utilisés pour l'évacuation du squat, ainsi que la répression violente du mouvement de protestation organisé dans la soirée.

Nous rappelons que le NPA est solidaire des réquisitions de logements ou locaux vides à caractère privé et dénonce activement la spéculation immobilière et ceux qui l'alimentent. Dans ce cadre le NPA demande un plan de construction de 1,5 millions de logements sociaux de qualité supplémentaires.

Le NPA tient également à dénoncer l'utilisation actuelle du flash ball par les forces de police, avec des tirs de plus en plus fréquents au niveau de la tête. Une utilisation pourtant interdite. Les nombreuses bavures liées à l'usage de telles armes appelle leur interdiction.

Nous tenons également à exprimer notre solidarité au camarade hospitalisé après l'intervention de la police et de la Bac locale. Le NPA de Montreuil exigent qu'une enquête soit ouverte sur la bavure dont il est victime et que les coupables de ces violences inacceptables soient sanctionnés.

Les comités NPA de Montreuil

Justice et vérité pour Mohamed Benmouna

Communiqué du NPA

A Firminy, des incidents entre jeunes et force de l'ordre ont lieu, en ce moment suite au décès d'un jeune dans un commissariat. Nous devons réagir vite pour demander toute la lumière sur cette affaire.

A cet effet, le Comité NPA Loire Nord, Omar Slaouti et Olivier Besancenot interpellent toutes les organisations de gauche, associatives et syndicales afin de suivre cette affaire de près et de rester vigilants quant au bon déroulement de la justice. Tout le NPA a une pensée émue pour la famille et les amis de la victime à qui il assure son soutien durant cette épreuve.

Le 6 juillet.

Bavures à Argenteuil....

9 Juin 2009. Suite à un contrôle routier à Argenteuil, trois policiers tabassent Arezki K., 61 ans, et Ali Ziri, 69 ans. Celui-ci meurt à l'hôpital. Le collectif « Vérité et Justice pour M. Ali » réclame une enquête au parquet et appelle à une marche pacifique le mercredi 24 juin à 18 heures. Le cortège partira du foyer Sonacatra Les Remparts, au 4 rue Karl Marx, et rejoindra le commissariat d'Argenteuil.

* Site Internet du NPA (vidéo).

Vérité pour Hakim Ajimi

Pour le Forum social « Justice à Grasse » les 30 et 31 mai...

Communiqué du NPA

Il y a un an, Hakim Ajimi mourrait suite à une interpellation brutale de policiers de la Bac, secondés de policiers municipaux.

Le rapport d'autopsie notait que la cause du décès était « une asphyxie mécanique de type asphyxie lente avec privation prolongée d'oxygène », en clair le résultat dramatique d'une clef d'étranglement, pratiquée par les policiers qui l'ont interpellé pour un différent avec un employé de banque.

Rappelons que la France a, déjà, été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme, en 2007, pour l'usage de la clef d'étranglement dans une autre affaire.

A l'heure actuelle, cinq policiers sont mis en examen pour « non assistance à personne en danger », d'autres sont « témoins assistés ». Mais ils sont toujours en fonction.

Dans le cadre de la campagne « Police, personne ne bouge ! », le comité « Justice pour Hakim Ajimi », organise un forum police-justice le 30 mai, à Grasse. Il demande que les policiers en question soient suspendus de leur fonction, l'inculpation de ceux coupables d'avoir utilisé la technique de la clef d'étranglement et leur mise en jugement pour « coups mortels ».

Le NPA et Olivier Besancenot soutiennent l'organisation de ce forum et s'associent aux demandes formulées par le comité « Justice pour Hakim Ajimi ».

Le 28 mai 2009
